fnte la cgt

www.fnte.cgt.fr

26 juin : APPEL DU CONGRES

Fédération nationale des travailleurs de l'État
263 rue de Paris - Case 541
93515 Montreuil Cedex
Tél. 01 55 82 89 00 Fax 01 55 82 89 01
Mail : trav-etat@cgt.fr

Appel du congrès à la journée d'action interprofessionnelle du 26 juin.

Après les cadeaux faits au patronat depuis des mois, avec l'aval de certaines organisations syndicales, le projet **de Loi de Finances Rectificative présentée en conseil des ministres le 11 juin** accentue les restrictions budgétaires et par là-même menace les missions des services publics.
Ce ne sont pas les mesurettes visant à sabrer les cotisations sociales des plus bas revenus qui vont permettre aux nombreux salariés à bas salaires de notre ministère et à leurs familles de vivre mieux.

Le chef de l'État et son gouvernement s'estiment quittes. Quitte avec le patronat et les financiers mais pas avec celles et ceux qui produisent les richesses.
Malgré les débâcles électorales subies, Hollande maintient le cap de l'austérité pour les salariés, les retraités et les privés d'emploi.
Le budget de la Défense, en plus des recettes virtuelles (6Md€), des arriérés de paiement (3,5Md€) qui mettent des entreprises et donc des emplois en péril **se voit amputé de 350M€ supplémentaires. Le coût des OPEX (Opérations Extérieures)** devrait représenter le double des sommes prévues cette année.

Nos salaires que l'on soit ouvrier de l'État, fonctionnaire, contractuel sont gelés. Les conventions collectives ont eu des hausses de salaires à peine supérieure à « zéro euro ». Les retraités voient leur période de revalorisation de pension décalée dans le temps, et perdent du pouvoir d'achat.
Notre pays n'est pas en faillite loin s'en faut. L'industrie et le commerce du luxe ne se sont jamais aussi bien portés. En 2013, la France a été le 3ème pays du monde pour les versements de dividendes, soit 36,8 milliards d'euros.
Le problème n'est pas la création de richesses mais leur répartition.

Les cadeaux au grand patronat ne créent pas d'emplois mais plombent la croissance. C'est le cas notamment avec le pacte de responsabilité et le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi).
Il est grand temps que le chef de l'État et son gouvernement exigent des résultats par rapport aux cadeaux déjà concédés, qu'ils consacrent ces sommes à de réelles créations d'emplois, à répondre à nos revendications (salaires, déroulement de carrière, amélioration des conditions de travail…), à développer des services publics dignes de ce nom et à relancer une politique industrielle.
Il est urgent d'imposer un changement de cap à ce gouvernement néo-libéral.

Dans le prolongement des journées d'action et de mobilisation du 15 mai sur les revendications des fonctionnaires et du 22 mai pour pérenniser le statut des ouvriers de l'État, les militants de notre fédération réunis cette semaine en congrès, appellent les salariés actifs et retraités du ministère de la défense et des sociétés nationales à agir dans la semaine du 23 au 27 juin en direction des employeurs et des décideurs politiques et à participer aux actions interprofessionnelles du 26 juin.

Montreuil, le 17 juin 2014.